

Monsieur le Président,

Association « Nos Ronds dans l'Eau »
10, Lotissement la Baudière
02850 – Trélou sur Marne
Tel : 06 15 63 62 02
Courriel : nosrondsansleau@sfr.fr
Site Internet : nosrondsansleau.e-monsite.com

Votre courrier a attiré notre attention de part les raisons de votre démarche, par le sérieux de l'analyse que vous faites. Votre préoccupation sur le traitement, la distribution de l'eau potable ainsi que sur l'évacuation et le traitement des eaux usées qui sont des problèmes que nous partageons, d'autant plus que depuis les directives européennes et les lois françaises en résultant, toutes les communes doivent se conformer aux nouvelles normes en matière de potabilité et de pollution résiduelle des eaux usées après traitement pour préserver notre environnement.

Notre pays compte environ 36 700 communes, près de 5 500 établissements publics de coopération intercommunale sont responsables de la gestion d'environ 35 000 services d'eau et d'assainissement en France.

Quel que soit le mode de gestion, les travaux à faire sont souvent trop onéreux pour les petites communes. Il y a bien des aides des collectivités départementales et régionales, ... il reste toujours au moins un certain pourcentage du montant des frais engagés à la charge des communes.

Les dépenses pour l'exécution des travaux de mise en conformité, les frais d'entretien des réseaux, souvent vieillissants, avec des fuites importantes, ... sont généralement importants.

Il y a lieu pour les investissements de recourir à des prêts, lesquels engendrent des frais supplémentaires.

Quel que soit le cheminement, les frais finissent toujours par être payés par les usagers.

Quand des entreprises d'affermage interviennent les frais sont toujours exagérés, celles ci ayant le plus souvent un statut privé ou approchant et non pas un statut de "secteur" public.

Nos communes sont malheureusement confrontées à des situations très inégalitaires tant du point de vue des recettes fiscales, que des possibilités d'emprunt, et du volume des travaux : linéaires des canalisations, nombre d'équivalent-habitant, risques naturels, dimensionnement et type des ouvrages préconisés, ententes intercommunales, inadéquation généralement entre les intercommunalités et les bassins versants, ... Les problèmes sont techniquement et économiquement complexes.

Il faut ajouter que dans notre société, bon nombre d'intermédiaires, de fermiers considèrent que la gestion de l'eau est avant tout une source considérable de profits. Les chiffres publics de ces sociétés sont là pour le prouver.

Nous voulons aller vers un service public de l'eau, qui soit sérieusement contrôlé par les usagers, les délégués d'associations environnementales, les élus, et encadré par des lois nationales revues et corrigées.

Au niveau national, nous ne réglerons définitivement ce problème qu'en donnant la priorité à la satisfaction des besoins humains en priorité, au détriment des politiques menées sur la base du profit, de la rentabilité financière, de l'argent.

Il nous faut modifier profondément le système actuel et permettre à tout citoyen d'avoir un pouvoir d'achat permettant notamment la satisfaction des besoins les plus fondamentaux.

On nous dit que ce n'est pas possible car nous risquerions un effondrement de l'économie.
Soyons sérieux, notre pays est la 5ème puissance économique mondiale.

Le seul et vrai problème est que les richesses produites par le travail de tous profitent aux marchés financiers, aux spéculateurs, aux riches investisseurs lesquels ne représentent qu'une infime partie de notre population.

Nous prendrons donc toutes les mesures fiscales à la hauteur des enjeux, pour faire cesser ces inégalités et notamment en taxant ceux qui possèdent, spéculent, pour faire "travailler" l'argent !

Par d'autres mesures, nationalisation d'une partie du secteur bancaire et des assurances, regroupement et création d'organismes financiers ayant un caractère de service public, ... nous trouverons les moyens pour appliquer notre politique. Sans rentrer dans le détail des études faites par nos économistes, sachez seulement qu'il n'est de l'intérêt de personne de faire des promesses que nous ne pourrions pas tenir.

En étudiant notre programme vous verrez que nous sommes pour un développement considérable des services publics, en créer de nouveaux, moderniser et rajeunir les anciennes méthodes de gestion.

Toutes nos propositions sont étroitement imbriquées.

On ne peut pas, par exemple, isoler le problème de l'eau de celui du pouvoir d'achat, du chômage, des financements, de la politique sociale et écologique, de la nécessité de revoir les structures administratives, politiques, ou encore de la politique agricole et industrielle.

Nous appelons de nos vœux à un profond changement, à une VIème république qui soit débarrassée de tout ce qui gangrène notre république actuelle, pour aller vers une société où c'est "l'humain d'abord".

Notre programme est disponible sur notre site : **placeaupleuple2012** et peut être téléchargé.

Site : <http://www.placeaupleuple2012.fr/telechargez-le-programme-populaire-partage/>

Ce programme rendu public en septembre 2011, n'est en réalité qu'une base de travail.
Nous comptons en effet durant toute la campagne électorale l'amplifier et l'enrichir, voire le corriger.

Pour cela nous comptons sur "les assemblées citoyennes" qui se réunissent un peu partout en France dont nombre d'entre elles ont mis en place des groupes de travail.

Nous avons par ailleurs de nombreuses rencontres de travail avec toutes les organisations associatives, syndicales, culturelles, éducatives, de santé, ... lesquelles sont chacune expertes dans leurs domaines de compétence.

A nous d'en faire une synthèse politique cohérente en accord avec nos principes fondamentaux.
Chacun peut apporter sa pierre. Dans les assemblées citoyennes il y a des adhérents, des militants, de diverses associations, partis, mouvements, ... mais aussi beaucoup de personnes non adhérentes à quoi que ce soit mais pleines d'esprit constructif.

Les très nombreux courriers que nous recevons de milliers d'organisations sont souvent pleins de revendications et de propositions en plus des questionnements sur l'état actuel de notre travail programmatique.

Ainsi, par ce va-et-vient incessant à tous les niveaux, nous espérons continuer à bâtir un programme qui corresponde aux aspirations légitimes de l'immense majorité de la population. Notre programme n'est pas figé, il s'inscrit dans une dynamique citoyenne.

En espérant vous compter à nos côtés pour construire une société où c'est "l'humain d'abord" qui prédominera, veuillez recevoir l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Par délégation L.V